



Construisons
ensemble
notre avenir

UN80 À TRAVERS LE PRISME DE LA JUSTICE ET DE LA PAIX DE GOOD SHEPHERD INTERNATIONAL

*Observations sur le plaidoyer et les progrès
accomplis en vue des documents de position de 2018*

www.olcgs.org/gsijp/

Célébration des Nations Unies à 80 ans d'existence

Bref historique des Nations Unies :

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a été fondée vers la fin de la Seconde Guerre mondiale et a été officiellement créée le 24 octobre 1945. La destruction et la tragédie des deux guerres mondiales ont incité de nombreuses personnes à souhaiter la création d'une organisation internationale dédiée au maintien de la paix et à la prévention d'un troisième conflit. En 80 ans, l'ONU a poursuivi cet objectif et a entrepris de nombreuses initiatives visant à améliorer la vie des populations du monde entier. Les fondements sur lesquels l'ONU a été fondée sont décrits dans le Préambule de la Charte des Nations Unies, qui énonce trois piliers : la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement, tous liés par le droit international.

L'Assemblée générale est le principal organe décisionnel universel de l'ONU. Le débat général est la réunion annuelle des chefs d'État et de gouvernement qui se tient en ouverture de la session de l'Assemblée générale, en septembre. Le thème de cette année était « Mieux ensemble : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits de l'homme ». Cette Assemblée générale s'est tenue sous la présidence du Secrétaire général António Guterres et d'Annalena Baerbock, la quatrième femme à occuper ce poste, un fait souligné lors de nombreuses interventions.

« Il y a quatre-vingts ans, sur les cendres de la guerre, le monde a semé une graine d'espoir. Une Charte, une vision, une promesse : la paix est possible lorsque l'humanité est unie. » – António Guterres, 26 juin 2025



APERÇUS DE PAYS

- 23-29 septembre 2025
- Siègne des Nations Unies à New York
- 67 États membres sur 193

Parmi les soixante-sept pays où un représentant du Bon Pasteur était présent, nombre de leurs présidents, ministres et représentants ont profité de leur discours pour aborder de graves problèmes sociaux, économiques, environnementaux et d'inégalité présents dans leur pays et relevant de la responsabilité partagée de la communauté internationale.

Sous le thème « Ensemble, c'est mieux : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits humains », les dirigeants des pays ont passé en revue les progrès accomplis en huit décennies d'existence de l'organisation intergouvernementale, progrès parfois en lien avec la mission de justice sociale et les valeurs de compassion du Bon Pasteur. Vous trouverez ci-dessous un résumé des principaux points abordés dans les discours de chaque pays, en lien avec les domaines prioritaires définis dans nos documents de position : migration, justice économique, droits des filles, traite des êtres humains, prostitution et écologie intégrale.



APERÇUS PAR PAYS - POINTS CLÉS À RETENIR

1. Le changement climatique comme crise mondiale majeure

Tout au long des discours, qui ont abordé des sujets variés, un thème récurrent et prépondérant s'est dégagé : la lutte contre le changement climatique. La grande majorité des dirigeants ont présenté ce problème comme une menace existentielle pour l'humanité, les économies et la paix. Nombre d'entre eux ont souligné que les pays en développement, bien que moins responsables, subissent les conséquences les plus graves (sécheresses, inondations, perte de biodiversité, etc.) et ont donc appelé à une action mondiale urgente, collective et juste.

2. Appels à la justice climatique et à un financement équitable

Ce fil de discussion a rappelé l'importance de la justice climatique dans les solutions mondiales. Les pays en développement ont exhorté les pays développés à reconnaître leurs émissions historiques et à s'engager sur trois axes clés : le financement climatique, le transfert de technologies et le renforcement des capacités. Des pays comme l'Angola, le Mozambique, Madagascar, le Pakistan et les Philippines ont exigé des mécanismes de financement plus équitables et une réforme des institutions financières internationales afin d'alléger le fardeau de la dette et de faciliter l'adaptation.

3. La migration comme défi humain et de développement

Les migrations ont été abordées à la fois comme un symptôme et un facteur des inégalités mondiales. De nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique ont mis en lumière les migrations causées par les changements climatiques, les conflits et la pauvreté. Les dirigeants ont rejeté la criminalisation des migrants, appelant plutôt à une responsabilité internationale partagée et à une gestion des migrations humaine et respectueuse des droits.

4. L'égalité des sexes et l'inclusion sont essentielles au développement

Plusieurs pays ont établi un lien entre l'égalité des sexes, l'éducation et l'autonomisation des jeunes, d'une part, et le développement durable et la paix, d'autre part. La nomination d'une femme au poste de Secrétaire générale de l'ONU a bénéficié d'un large soutien, constituant un appel symbolique à un leadership mondial inclusif et à la poursuite des objectifs de la Déclaration de Beijing. Certains ont souligné l'importance de l'inclusion politique, de la scolarisation et des mesures de lutte contre la traite des êtres humains pour renforcer la sécurité et l'autonomie des filles et des femmes. Cependant, seules neuf interventions ont été prononcées par des femmes.

5. Un soutien renouvelé au multilatéralisme et à la réforme

De nombreux dirigeants ont réaffirmé l'importance de la coopération multilatérale – par le biais de l'ONU, de l'Accord de Paris et de la prochaine COP30 à Belém – comme seul moyen viable de s'attaquer aux crises mondiales interdépendantes et à la triple crise planétaire (changements climatiques, perte de biodiversité et pollution). Cependant, des appels répétés ont été lancés en faveur d'une réforme de la gouvernance mondiale et des systèmes de financement afin de mieux représenter et soutenir les pays en développement.

APERÇUS DE PAYS

RIMOA (Afrique et Moyen-Orient)

Angola - Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço (Président)

- Il a cité la crise climatique comme la plus grande menace existentielle à laquelle est confrontée cette génération, nécessitant une action conjointe et coordonnée entre les nations.
- Les pays développés ont historiquement et bénéficient encore aujourd'hui d'une industrie généralisée, ce qui fait d'eux les responsables des émissions extrêmes de gaz à effet de serre, et le président Lourenço a appelé ces nations à « assumer leur responsabilité historique en tant qu'acte de justice climatique ».
- Cela comprenait : le financement climatique, le transfert de technologies et le soutien à l'adaptation dans les pays en développement.
- L'Angola réaffirme son engagement envers l'Accord de Paris en amont de la COP30.

Congo - Denis Sassou Nguesso (Président)

- Le changement climatique menace « au-delà de toutes les frontières, divisions et idéologies ». Parmi les problèmes les plus urgents qui en résultent, on peut citer l'exacerbation des conflits, la destruction des cultures et les vagues migratoires qu'il provoque.
- Le président Nguesso a appelé à un plus grand respect mondial de l'Accord de Paris, à un soutien accru aux pays les plus vulnérables au changement climatique et à une transformation des moyens de production, de consommation et de financement entre pays développés et pays en développement.
- Le Congo a notamment misé sur le boisement et le reboisement comme solution.
- « Le climat ne doit pas devenir un nouveau facteur de division entre le Nord et le Sud ; il doit être un facteur d'unité mondiale, un moyen de solidarité à travers la planète et un vecteur d'espoir partagé. »

Kenya - Son Excellence William Samoei Ruto (Président)

- Le changement climatique n'est pas seulement un défi, mais se présente comme l'une des « plus grandes opportunités de transformation » pour la planète.
- Il est impératif de respecter les CDN afin de limiter les émissions et de réduire les risques de catastrophe.
- Le Kenya, et l'Afrique dans son ensemble, ne resteront pas les bras croisés. Le président s'est engagé à rechercher des solutions d'adaptation inclusives dans tous les secteurs afin de bâtir une société résiliente face au changement climatique, notamment par le biais d'une exploitation minière durable et de l'économie circulaire. Le premier Sommet africain sur le climat a permis d'atteindre des résultats particulièrement encourageants dans ce domaine.
- Le président Ruto a appelé la communauté internationale à verser les fonds promis.

Liban - Son Excellence Joseph Aoun (Président)

- Face à une migration forte et persistante entrant et sortant du pays, le président Aoun a rendu hommage aux membres de la diaspora libanaise qui s'investissent dans leurs communautés, accomplissent un travail productif et créatif et vivent en harmonie au sein de leurs sociétés d'accueil.
- Le Liban a adhéré à la Convention sur la diversité biologique et a réaffirmé son engagement en faveur de ces efforts.

Madagascar - Son Excellence Andry Nirina Rajoelina

- Le changement climatique est une force qui menace la paix entre les nations.
- Madagascar fait figure de sanctuaire pour la nature, abritant 5 % de la biodiversité mondiale et 80 % d'espèces endémiques, mais est confrontée à un cycle de déforestation, de cyclones et d'inondations qui menacent cette biodiversité.
- Le président s'est engagé à investir dans les énergies renouvelables pour un avenir plus inclusif, notamment pour les communautés rurales. Il a toutefois appelé à une plus grande justice climatique et a exhorté les pays pollueurs à assumer leurs responsabilités, face à l'absence de financements climatiques.
- Madagascar connaît une croissance démographique disproportionnée par rapport à sa croissance économique. Le pays est notamment confronté à un taux élevé de grossesses chez les adolescentes, comme en témoigne le nombre de filles de moins de 18 ans devenues mères. Face à cette tendance à la multiplication des familles, le président s'est engagé à renforcer le programme de planification familiale.

Maurice - Son Excellence Dhananjay Ramful (Ministre des Affaires étrangères)

- La coopération multilatérale est essentielle pour lutter contre le changement climatique. Il a salué le succès de la Conférence sur les océans de cette année, notamment pour un État insulaire comme le leur, et a appelé à l'organisation d'une conférence sur la pollution plastique.
- Il fait référence à l'avis consultatif de la CIJ sur les obligations des États en matière de changement climatique, publié en juillet à la demande de l'Assemblée générale, sous l'impulsion d'une coalition d'États insulaires. En réponse, il a déclaré : « Nous avons tous la responsabilité de protéger le système climatique. » Cet objectif peut être atteint grâce aux obligations déjà définies dans l'Accord de Paris, notamment le soutien financier, l'assistance technologique et le transfert de technologies.
- Le ministre a appelé les États membres à transformer ces exigences légales en « actions concrètes pour le climat et à renforcer le soutien aux groupes les plus vulnérables ».

Mozambique - Son Excellence Daniel Francisco Chapo

(Président)

- La hausse des prix des matières premières au Mozambique, due à la volatilité des marchés financiers mondiaux, contribue à l'endettement du pays et creuse les inégalités sociales. Les progrès vers les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 sont au point mort, notamment en matière de climat.
- Ce constat réaffirme que le Mozambique et les autres pays les moins responsables du changement climatique sont ceux qui en subissent le plus les conséquences. Au Mozambique, cela se traduit souvent par des sécheresses et des cyclones dévastateurs.
- Le président a appelé à la justice climatique, à la solidarité internationale et à des mesures immédiates. Il plaide pour une diplomatie technologique et climatique afin de maîtriser les risques et de démocratiser les bénéfices grâce au partage des connaissances, en faveur de la justice climatique et d'un développement inclusif. Ce point est pertinent dans le cadre du Pacte pour l'avenir, le Mozambique réaffirmant son engagement.

Sénégal - Son Excellence Bassirou Diomaye Diakharr Faye

(Président)

- Le changement climatique pose un enjeu existentiel à sa résolution, car l'injustice climatique et les difficultés de financement entravent les progrès. L'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 4 % aux émissions, mais est confrontée à de nombreuses catastrophes naturelles. Une transition climatique juste et équitable est indispensable. Le Président appelle à un accès universel à l'électricité pour remédier à ce problème.
- Deux points essentiels sont l'augmentation des financements, notamment la création d'un fonds d'indemnisation pour les pertes et dommages liés aux opérations sur le terrain, et le transfert de technologies entre pays développés et pays en développement. Le seul obstacle reste la volonté politique.

Afrique du Sud - Son Excellence Cyril Ramaphosa (Président)

- Le changement climatique constitue une menace existentielle et nous sommes en train de « manquer à nos responsabilités envers les générations futures » et de « revenir sur la croissance économique », en particulier dans les pays du Sud ; bien que ces pays soient les moins responsables, ce sont eux qui subissent les conséquences les plus graves. Le président s'est engagé à renforcer la résilience face aux catastrophes et, en réponse à la fréquence croissante des catastrophes climatiques, à donner la priorité à la viabilité de la dette et à « mobiliser des financements pour une transition énergétique juste, avec des investissements dans les énergies renouvelables et les technologies durables, sans pour autant renoncer aux sources d'énergie de base ».
- Le président a salué les principes du sommet du G20, notamment l'égalité, la solidarité et le développement durable.
- Concernant l'exploitation des minéraux critiques, il a déclaré que l'Afrique du Sud s'y emploierait tout en favorisant un développement durable et une croissance inclusive dans les communautés concernées.

- Les ODD « restent hors d'atteinte » faute de ressources financières suffisantes pour les pays en développement. Cette situation est due aux inégalités dans le service de la dette, qui contraignent l'Afrique du Sud et d'autres pays à consacrer une part plus importante de leur budget à ces prêts qu'à la santé et à l'éducation. Il plaide pour une réforme des institutions financières internationales, notamment des banques multilatérales.
- En matière de droits des filles et des femmes, l'Afrique du Sud a célébré le 30e anniversaire de la Déclaration de Beijing, feuille de route pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a également réaffirmé son engagement indéfectible en faveur de l'autonomisation et de la participation des femmes sur la scène internationale, en soutenant l'élection d'une femme au poste de Secrétaire générale. Le président a conclu par ce message : « Toute atteinte aux droits d'une seule personne nous affecte tous. »

Soudan du Sud - Son Excellence Joséphine Joseph Lagu

(Vice-Présidente)

- L'accord de paix qui a suivi la guerre civile stipule une discrimination positive de 5 % en faveur des femmes représentées à tous les niveaux de gouvernement, ce qui se traduit au sein du cabinet national.
- Face à l'augmentation spectaculaire des inscriptions scolaires, la vice-présidente se félicite de la quasi-parité entre les sexes. Des inégalités persistent toutefois, et le pays a donc lancé des programmes visant à améliorer la scolarisation et le maintien des filles à l'école, tout en investissant dans la formation technique et professionnelle des femmes et des jeunes. Ceci est d'autant plus important que « la jeunesse est une grande source de fierté » pour cette jeune nation.
- L'égalité des sexes par le biais de la participation politique et de l'autonomisation économique a été placée au cœur des programmes de gouvernance et de développement.
- Malgré sa faible contribution au changement climatique, le Soudan du Sud est touché de manière disproportionnée et néfaste par des inondations récurrentes et des sécheresses prolongées qui détruisent les récoltes et nuisent à la biodiversité. Il en résulte des déplacements massifs de population, une insécurité alimentaire accrue et une menace pour la stabilité sociale et les moyens de subsistance.
- Le Soudan du Sud appelle à un financement climatique plus équitable et prévisible, conformément à l'Accord de Paris, afin de renforcer l'adaptation par le biais du transfert de technologies, des investissements directs étrangers et du renforcement des capacités.
- Le Soudan du Sud s'est engagé à planter 100 millions d'arbres d'ici 2030, à développer les sources d'énergie renouvelables et à renforcer les infrastructures hydrauliques, en plaçant les femmes et les jeunes au cœur de ces efforts.
- Les organisations de la société civile sont saluées pour leurs efforts dans le domaine de l'éducation et pour leur contribution à l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Soudan - Son Excellence Kamil El-Tayeb Idris (Premier ministre de transition)

- Il a peint des images saisissantes pour décrire l'ampleur des injustices au Soudan : « Nos enfants ont connu la peur avant même de connaître le sens de la vie », mais ils font malgré tout preuve de résilience. Il décrit « le rythme de la prière silencieuse des réfugiés... la mère qui berce son enfant sous un ciel ouvert » pour délivrer un message d'espoir né de l'unité et de force née de la paix.
- Alors que des populations fuient les massacres, la torture et les viols systématiques, la communauté internationale reste silencieuse face à la famine qui frappe les femmes, les réfugiés et l'accès humanitaire limité. Le Premier ministre a appelé à la mise en œuvre de la résolution 2736 du Conseil de sécurité et à la pleine réalisation des ODD pour une paix durable.

Ouganda - Son Excellence Jessica Rose Epel Alupo (Vice-Présidente)

- Le multilatéralisme et une coopération mondiale accrue sont essentiels pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, notamment la pauvreté, les inégalités et le changement climatique.
- En matière de migration, l'Ouganda est reconnu pour ses politiques progressistes d'accueil des réfugiés, puisqu'il accueille le plus grand nombre de réfugiés d'Afrique, soit 1,9 million. Ces politiques comprennent l'attribution de terres et l'intégration au sein du système national par le biais du partage des services publics, tels que l'éducation et la santé. Cependant, ces politiques sont mises à rude épreuve par le déclin du soutien de la communauté internationale et d'autres pays qui souhaitent qu'ils assument une plus grande responsabilité.

RÉEL (Amérique latine et Caraïbes)

Brésil - Son Excellence Luiz Inácio Lula da Silva (Président)

- Le président a fustigé les attaques contre le multilatéralisme et a établi un parallèle entre celles-ci et l'affaiblissement de la démocratie, autant d'obstacles à la paix. Il a affirmé que la démocratie est mise à mal lorsque les migrants sont tenus responsables des maux du monde, lorsque les femmes sont moins bien payées et victimes de violences sexistes, lorsque l'extrémisme reste impuni et lorsque les enfants ne sont pas protégés sur les plateformes numériques, perpétuant ainsi l'enseignement de la xénophobie et de la misogynie.
- Le Brésil s'engage dans la lutte pour la justice entre pays en développement et pays développés, notamment contre les « logiques prédatrices et asymétriques », en augmentant son aide au développement pour mettre fin à la faim et aux déplacements de population.
- À Belém, pour la COP30, le monde découvrira la réalité de l'Amazonie, alors qu'il donne la priorité et fait pression pour passer de la négociation à la mise en œuvre concrète.

Chili - Son Excellence Gabriel Boric (Président)

- Il a fermement plaidé pour une action climatique renforcée, notamment en tant que pays doté d'un long littoral et premier pays américain à avoir ratifié l'Accord BBNJ (Traité de la haute mer) visant à étendre les zones océaniques sous juridiction internationale. Il a exhorté les autres États membres à suivre son exemple, car des mesures de prévention plus strictes sont indispensables pour enrayer la destruction de la vie marine.
- Un appel à l'action significatif a été lancé : « N'oublions pas que nous faisons partie d'un seul et même écosystème, que le maintien de la biodiversité et la préservation de la vie sur Terre sont des enjeux auxquels nous devons nous attaquer de toute urgence et que nous devons aborder avec un sens des responsabilités envers nos ancêtres, envers ceux avec qui nous partageons la planète aujourd'hui et envers les générations futures. »
- Le président Boric a plaidé en faveur d'une secrétaire générale femme, non seulement comme mesure d'égalité au sein de l'ONU, mais aussi pour représenter la moitié du monde.

Colombie - Son Excellence Gustavo Petro Urrego (Président)

- Le président Urrego a affirmé que nous entrons dans un « âge de pierre mondial », notamment en matière d'action climatique, car il ne nous reste que dix ans avant le point de non-retour et la destruction irréversible qui en découlera. Il a déploré l'inaction des pays les plus influents et les plus riches (« mais l'homme le plus puissant du monde ne croit pas en la science ») et a avancé que « les pays riches n'ont pas respecté leurs engagements de l'Accord de Paris parce qu'ils ne sont pas intéressés par la décarbonation ». Cela se manifeste clairement par le faible montant des prêts au développement destinés au financement climatique, comparé aux besoins. En réponse, le président a plaidé pour l'annulation de la dette et un accroissement des investissements dans l'atténuation du changement climatique, car les pays du Sud sont touchés de manière inéquitable. Il a dénoncé la surconsommation et la cupidité comme facteurs contribuant aux émissions.
- Dans le même esprit, le président a dénoncé la xénophobie récente et généralisée, soulignant que l'immigration est la conséquence de l'appauvrissement de pays endettés, victimes de guerres déclenchées par l'Occident et de la crise climatique. Or, elle est instrumentalisée comme bouc émissaire par les sociétés occidentales riches.

Costa Rica - Son Excellence Arnoldo Ricardo André Tinoco (Ministre des Affaires étrangères et du Culte)

- Le Costa Rica appelle la communauté internationale à mettre en œuvre une « réponse multidimensionnelle et une architecture régionale intégrée » au sein du système migratoire, comprenant des mécanismes de partage d'informations en temps réel, des cadres réglementaires harmonisés, un renforcement des capacités institutionnelles et la reconnaissance d'une responsabilité partagée.

- Les plus vulnérables paient le prix fort du changement climatique, notamment les migrants climatiques et les personnes déracinées par les inégalités économiques. Le ministre a souligné comment les réseaux criminels « transforment les routes migratoires en corridors illicites, exploitant la vulnérabilité de celles et ceux qui recherchent une protection internationale », ce qui entraîne une augmentation du trafic d'êtres humains.
- Le Costa Rica est confronté à une triple crise planétaire (changement climatique, perte de biodiversité et pollution), qui figure parmi ses trois principales préoccupations. Notamment, la montée des eaux et les catastrophes naturelles aggravent les problèmes de migration forcée et d'insécurité alimentaire, en particulier pour les agriculteurs. Si le pays est fortement touché, il s'agit d'un problème mondial, et le ministre a appelé à une transition énergétique juste et à un financement accru pour l'action climatique. Le Costa Rica continuera de contribuer à la solution en développant les énergies renouvelables et en reboisant les zones touchées. Alors que le pays est en train de conclure un traité contraignant sur la pollution plastique, le ministre a insisté sur la nécessité d'un moratoire sur l'exploitation minière en eaux profondes et de la pleine application du traité BBNJ, la conservation étant une priorité absolue.

Équateur - Son Excellence María Gabriela Sommerfeld Rosero (Ministre des Affaires étrangères et de la Mobilité humaine)

- L'Équateur s'est engagé à mettre en œuvre une gestion adéquate des migrations dans le contexte du développement durable.
- La ministre a souligné la triple crise planétaire à laquelle son pays et le monde sont confrontés et a appelé à un renforcement du financement climatique et du transfert de technologies.

Guatemala - Son Excellence César Bernardo Arévalo de León (Président)

- Le Guatemala renforce sa capacité à répondre aux besoins des migrants et à leur assurer un traitement digne, tout en s'attaquant aux causes profondes de la migration grâce à un partenariat avec les États-Unis et le Mexique.
- Consciente de la nécessité d'une collaboration conjointe face aux changements climatiques, le Guatemala a récemment créé le Corridor bioculturel de la Grande Jungle Maya afin de renforcer la protection de la forêt tropicale. Comptant parmi les communautés les plus vulnérables au changement climatique malgré des contributions limitées, elle s'est efforcée de renforcer ses stratégies, le financement climatique, le transfert de technologies et le développement des capacités par le biais du Conseil national sur les changements climatiques et appelle les autres pays à suivre son exemple.
- Elle privilégie la paix et la sécurité internationales, le développement durable et les droits de l'homme par le dialogue et la recherche de consensus, en réaffirmant la solidarité et le multilatéralisme, et en pratiquant l'empathie et la compassion.

Honduras - Son Excellence Javier Bú Soto (Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale)

- Sécheresses, déplacements forcés de population, tempêtes, perte de biodiversité sont autant de plaies ouvertes qui ne peuvent être cicatrisées seules. Le Honduras, bien que contribuant le moins au changement climatique, est particulièrement vulnérable et subit de plein fouet ses conséquences. En réponse, le pays a mis en place un programme zéro déforestation d'ici 2030, prévoyant le déploiement de bataillons militaires pour protéger ses forêts.
- Le Honduras a amélioré l'égalité des sexes dans la prise de décision, avec une représentation égale au sein de son gouvernement et des programmes dédiés à l'élimination des violences sexistes.
- Soto rejette la criminalisation des migrations, arguant que ces tactiques ne font qu'accroître les souffrances et nier l'existence d'une responsabilité internationale partagée face à ce phénomène humain. Il préconise plutôt de s'attaquer aux causes profondes des migrations, car celles-ci résultent des défaillances des institutions et des systèmes.

Mexique - Son Excellence Juan Ramón de la Fuente Ramírez (Ministre des Affaires étrangères)

- Débutant par la célébration de « l'avènement de l'ère des femmes », en référence à leur présidente, la ministre a détaillé les récentes transformations de la vie publique, notamment la reconnaissance et le renforcement du pouvoir d'action des femmes, des filles et des peuples autochtones ; l'élargissement de l'accès à l'éducation ; et une plus grande participation des femmes aux instances du pouvoir. Cependant, malgré ces progrès, des inégalités persistent entre les sexes, comme en témoignent les violences faites aux femmes. La ministre a célébré le 30e anniversaire de la déclaration de Beijing et a plaidé pour la nomination d'une femme secrétaire générale issue de leur région.
- Le Mexique rejette la criminalisation des migrants cherchant refuge et fuyant la pauvreté. Privilégiant une approche axée sur les familles et fondée sur les droits humains, il s'engage à œuvrer pour l'amélioration des conditions de vie dans les communautés d'accueil grâce à une collaboration internationale et régionale.
- Tout en s'engageant en faveur du reboisement et d'autres actions pour lutter contre le changement climatique, le ministre souligne les problèmes liés au service de la dette par rapport aux dépenses publiques dans les pays en développement et plaide plutôt pour une « économie morale du bien-être » afin de lutter contre les problèmes socio-environnementaux.

Panama - Son Excellence José Raúl Mulino Quintero (Président)

- La triple crise climatique se manifeste par le changement climatique, la pollution et l'érosion de la biodiversité, s'aggravant dans un contexte de coopération internationale réduite. Le Panama s'est engagé, dans le cadre de son Pacte pour la nature, à réduire ses émissions, alors même qu'il est déjà un pays à bilan carbone négatif. Il cherche à restaurer les écosystèmes prioritaires et à garantir une transition énergétique juste.

- Le nombre de migrants a diminué, notamment à travers le périlleux Darién, mais les causes profondes des migrations restent encore à résoudre, entraînant des conséquences humanitaires et environnementales extrêmes.

Pérou - Son Excellence Dina Ercilia Boluarte Zegarra (Présidente)

- Le président invoque la haine envers les femmes comme cause des pires crimes de l'histoire, lorsqu'elle est érigée en récit de vérité pour instrumentaliser des individus et engendrer violence et discrimination. La criminalité internationale exploite les femmes, les arrachant à leurs foyers et les privant de leur liberté. Le Pérou s'engage à revitaliser l'ONU afin de préserver la stabilité mondiale et de renforcer le multilatéralisme pour mettre fin à de tels problèmes.
- Les problèmes mondiaux tels que le changement climatique nécessitent l'intervention de l'ONU, en tant que forum de discussion et de coopération aboutissant à une action collective.
- Le Pérou condamne l'exploitation minière illégale, la considérant comme une pollution de l'environnement et une source d'esclavage moderne.

Uruguay - Son Excellence Yamandú Orsi (Président)

- L'Uruguay reconnaît être confronté à de nouveaux défis en matière de pauvreté infantile et d'inégalités sociales, mais le président salue le consensus national sur la recherche de solutions à ces problèmes. Des institutions politiques solides permettent au pays de se distinguer en termes de développement et de répartition des revenus, ainsi que par un « respect absolu du droit international ».
- Face à la crise migratoire, le président s'engage à une tolérance fraternelle et hospitalière et à un dialogue avec les migrants de toutes les latitudes.

Europe

- France - Son Excellence Emmanuel Macron (Président)
- La France appelle à une collaboration renforcée entre les pays, agissant sur un pied d'égalité, pour lutter contre le changement climatique. Elle souligne que, face à l'incontrôlabilité de la situation et à l'effondrement de la biodiversité, quelques acteurs majeurs entravent les initiatives souhaitées par la majorité. Le Président estime que le multilatéralisme est la solution pour accélérer une transition juste et remédier aux déséquilibres mondiaux dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Il évoque le succès du traité de Nice en amont de la COP30 à Belém et appelle à une mobilisation collective sur la pollution plastique, la biodiversité et les crédits carbone.
- Alors que la peur cynique entrave les solutions à la crise migratoire, le président exhorte les pays à agir ensemble.

Allemagne - Son Excellence Johann Wadepuhl (Ministre fédéral des Affaires étrangères)

- Le ministre appelle à une justice climatique pour que les populations les plus touchées puissent s'adapter et faire face aux effets urgents du réchauffement climatique.

- La réduction des émissions mondiales étant un objectif commun, l'Allemagne maintient son objectif de neutralité climatique d'ici 2045.
- L'Allemagne exprime sa vive préoccupation face à la crise sécuritaire et humanitaire aggravée par la triple crise planétaire que sont la pollution, le changement climatique et l'érosion de la biodiversité. Cette situation, conjuguée au manque de respect du multilatéralisme et du droit international, qui constituent pourtant la solution à ces problèmes, risque d'engendrer davantage d'instabilité, de conflits liés aux ressources et de pertes en vies humaines et en moyens de subsistance.

Italie - Son Excellence Giorgia Meloni (Présidente)

- La présidente soutient que les conventions régissant les lois sur l'immigration et l'asile ont été adoptées à une époque où les migrations de masse et la traite des êtres humains n'existaient pas ; elles sont donc obsolètes et ont été instrumentalisées à des fins politiques. Elle appelle à une réforme en profondeur afin de bâtir un système adapté à l'évolution actuelle tout en permettant aux pays de protéger leurs frontières.
- L'Italie se tient prête à s'unir pour lutter contre la traite des êtres humains dans le cadre des droits de l'homme.
- Le président a fait valoir que les plans en faveur des énergies vertes conduisent à la désindustrialisation et non à la décarbonation, ce qui pénalise la classe moyenne.

Portugal - Son Excellence Marcelo Rebelo de Sousa (Président)

- Faisant référence à la récente Conférence sur les océans, le Portugal souligne l'importance de la conservation marine.
- Le président a salué le rôle des femmes et des jeunes en tant qu'« agents du changement » et a appelé à un meilleur accès à l'éducation et à une plus grande présence des femmes aux postes politiques.
- Il a évoqué le protocole visant à protéger les enfants dans les conflits armés non pas comme une simple suggestion, mais comme un devoir juridique, politique et moral.

Espagne - Sa Majesté Don Felipe VI

- L'Espagne privilégie trois grands domaines : les migrations, l'égalité des sexes et les questions environnementales.
- En appelant à la mise en œuvre d'un pacte mondial sur les migrations qui mette l'accent sur les droits de l'homme, le roi a salué l'immigration comme « un vecteur de développement mutuel pour les pays d'origine, de transit et d'accueil ».
- Faisant référence à la Déclaration de Beijing, l'Espagne s'engage à renouveler son engagement en faveur de l'égalité des sexes, notamment en matière de droits sexuels et reproductifs, de lutte contre les violences sexistes et d'accroissement de la présence des femmes aux postes de direction.
- Pour lutter contre la triple crise planétaire du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité, le Roi exige une gouvernance renforcée et des ressources suffisantes pour une transition énergétique juste, notamment par l'augmentation des capacités en énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, tout en décarbonant les économies.

Asie-Pacifique

Australie - Son Excellence Anthony Albanese (Premier ministre)

- L'Australie est candidate à l'organisation conjointe de la COP31 avec la région indo-pacifique, face à la menace existentielle que représente le changement climatique. Le pays s'est engagé à atteindre son objectif de réduction des émissions de 43 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005, puis de 72 % d'ici 2035. Pour ce faire, l'Australie privilégiera les énergies renouvelables propres et contribuera à la décarbonation de ses économies.
- Le Premier ministre a salué l'implication des femmes dans la politique internationale en mettant en lumière Jessie Street, l'une des huit femmes présentes lors de la création de l'ONU en 1945, qui a insisté pour que la charte mentionne spécifiquement la discrimination sexuelle : « là où les règles sont muettes, les femmes ne sont généralement pas prises en compte ».
- L'Australie réaffirme son engagement en faveur de l'éducation et de l'autonomisation dans le monde entier, et plus particulièrement au sein de ses communautés autochtones.

Cambodge - Son Excellence Sokhonn Prak (Vice-Premier ministre)

- Le Cambodge s'est engagé à élargir l'accès à l'éducation pour les filles et à accroître le nombre de femmes occupant des postes de direction en politique et dans les affaires, et salue tout particulièrement le nombre élevé de femmes parmi les Casques bleus.
- Considérant la protection de l'environnement comme un devoir mondial et l'action climatique comme la plus grande tâche collective de l'humanité, le Cambodge s'est engagé dans la Conférence sur les changements climatiques et l'Accord de Paris après avoir déposé son instrument de ratification au début du mois.

Chine - Son Excellence Li Qiang (Chine)

- La Chine a reconnu le changement climatique comme un problème commun et a appelé à une action partagée mais différenciée. Le ministre a présenté l'Accord de Paris comme une solution efficace et la Chine annoncera ses contributions déterminées au niveau national dans le cadre de cet accord. Le pays souhaite renforcer la collaboration internationale en matière d'économie verte et d'énergies renouvelables.

République démocratique de Corée - Son Excellence Jae Myung Lee (Président)

- La Corée salue l'action de l'ONU en faveur du développement durable depuis 80 ans et appelle les nations à s'engager à « tenir la promesse commune de développement durable faite à l'humanité ». Le Président a plaidé pour une réforme structurelle de la gouvernance mondiale et une amélioration de la qualité des ressources, citant l'exemple de la Corée, passée du statut de bénéficiaire d'aide à celui de donateur.

- Le pays poursuit une transition énergétique en s'appuyant sur la science et la technologie pour accroître l'efficacité énergétique et développer les énergies renouvelables, soumettra cette année ses contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris et accueillera la quatrième Conférence des Nations Unies sur les océans l'année prochaine.

Inde - Son Excellence Subrahmanyam Jaishankar (Ministre des Affaires étrangères)

- Le changement climatique est une priorité partagée, mais « si l'action climatique elle-même est remise en question, quel espoir reste-t-il pour la justice climatique ? »

Indonésie - Son Excellence Prabowo Subianto (Président)

- Plus grand État insulaire du monde, le pays subit les conséquences directes du changement climatique, notamment la montée des eaux. En réponse, le président a lancé un projet de construction d'une digue pour en atténuer les effets. Le pays s'est également engagé à investir dans une agriculture climato-intelligente et le reboisement. Ces efforts se traduisent par son adhésion à l'Accord de Paris, avec pour objectif la neutralité carbone d'ici 2060, voire plus tôt.

Népal - Son Excellence Lok Bahadur Thapa (Représentant permanent)

- Face à l'aggravation des inégalités causées par la catastrophe climatique, le Népal appelle à un développement durable équitable et inclusif, comme l'a démontré la conférence de Séville de cette année. Cet objectif peut être atteint grâce à un financement du développement plus prévisible et accessible.
- L'ambassadeur est profondément préoccupé par les impacts inégaux du changement climatique, tels que la fonte des glaciers, qui affectent la vie de millions de personnes. Il s'est félicité de la tenue, en mai dernier, du Dialogue du Mont Abras au Népal, consacré à la crise climatique, au cours duquel le pays a réaffirmé son engagement envers l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 en soumettant ses contributions déterminées au niveau national.
- « Pour un développement inclusif, nous devons investir dans la jeunesse et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les droits, la sécurité et la dignité des travailleurs migrants doivent être pleinement respectés et protégés. »
- « Nous devons agir avec urgence et détermination. Il ne s'agit pas d'une crise des émissions, mais d'une crise d'équité, de survie et de justice. »

Pakistan - Son Excellence Muhammad Shehbaz Sharif (Premier ministre)

- Le Pakistan a déclaré l'état d'urgence climatique face aux récentes inondations dévastatrices qui se sont révélées être des « exemples flagrants de pertes ».

- Le Premier ministre souligne que le Pakistan contribue à moins de 1 % des émissions, mais en subit les conséquences les plus graves. Il déplore le recours à l'emprunt, car cela aggrave la dette du pays et a des effets néfastes sur le climat, une situation qu'il juge injuste pour un pays en développement.

Philippines - Son Excellence Ma. Theresa Lazaro (Secrétaire aux Affaires étrangères)

- Les Philippines aspirent à un développement équitable, durable et inclusif. Les asymétries structurelles fragilisent les pays vulnérables au changement climatique, les empêchant de mobiliser des financements, car les coûts d'emprunt dépassent les taux de croissance prévus. Le secrétaire appelle à une répartition plus équitable des ressources financières, au transfert de technologies et au renforcement des capacités des pays en développement et à revenu intermédiaire, qui sont les acteurs clés de solutions efficaces et pérennes.
- Elle célèbre les migrants philippins comme un témoignage des bienfaits positifs de la migration.

Thaïlande - Son Excellence Sihanak Phuangketkeow (Ministre des Affaires étrangères)

- La responsabilité mondiale en matière de paix et de sécurité doit être inclusive, car « le multilatéralisme est plus efficace lorsque les femmes participent pleinement » au maintien de la paix, à la prévention des conflits et à l'aide humanitaire. Leur inclusion renforce la communauté et pérennise la paix. La ministre salue la présence d'une femme à la présidence de l'Assemblée générale, qui contribue à ces progrès, ainsi que la participation de jeunes délégués cambodgiens aux processus des Nations Unies.
- Le changement climatique est un enjeu majeur pour le développement social et environnemental, car il « creuse le fossé entre les riches et les pauvres ».

Vietnam - Luong Cuong (Président)

- Le Vietnam poursuit des modèles de développement durable fondés sur la transformation numérique et la transition écologique. Le président appelle à un transfert de technologies renforcé et rapide des pays développés vers les pays en développement afin d'atteindre ces objectifs de développement durable « et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte ».
- Le président espère que le sommet mondial pour le développement social permettra d'obtenir des résultats importants pour le Programme 2030.

Amérique du Nord

Canada - Son Excellence Anita Anand (Ministre des Affaires étrangères)

- Le Canada s'engage à promouvoir l'égalité des sexes et à protéger l'environnement malgré la montée de l'unilatéralisme et la prééminence de l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale. En conséquence, il s'attache à préserver les Chartes et les institutions multilatérales.
- Le pays cherche à poursuivre un développement durable dans l'Arctique.

États-Unis - Donald Trump (Président)

- Le président a affirmé que « l'immigration et le coût élevé des soi-disant énergies propres » sont en train de détruire le monde.
- Il a attaqué le système migratoire mondial et affirmé que l'ONU est en train de créer
- Il a dénoncé les « migrations incontrôlées » et le « financement d'une offensive contre les pays occidentaux et leurs frontières » par le biais d'une aide financière aux personnes déplacées. Il a également affirmé que « l'agenda migratoire mondialiste » entraînait une augmentation du trafic d'enfants.
- Faisant remarquer qu'il ne croit pas au changement climatique, il a soutenu que les énergies propres ruineront les pays.

